



Un rapport révèle que l'essentiel de l'aide humanitaire destinée au Palestiniens, va dans les caisses d'Israël

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2016

thenational.ae/ 8 mars 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Shir Hever, un économiste israélien qui a passé des années à assembler les pièces du puzzle économique de l'occupation, vient de publier un rapport plutôt choquant à lire.

Les diplomates peuvent avoir une réputation de faux-fuyant, d'obscurantisme voire d'hypocrisie, mais peu d'entre eux se sont retrouvés comparés à un tueur en série, surtout un tueur qui dévore la chair humaine.

Cet honneur est revenu à [Lars Faaborg-Andersen](#), l'ambassadeur de l'Union européenne en Israël, la semaine dernière, lorsque des colons juifs ont lancé une campagne sur les réseaux sociaux lui donnant le rôle de Hannibal Lecter, le terrifiant personnage du film « Le Silence des Agneaux ». Une image du diplomate danois portant le masque de prisonnier de Lecter était censée suggérer que l'Europe elle aussi doit être muselée.

Les griefs des colons visent l'aide allouée par l'Europe, qui a fourni un refuge provisoire à des familles de Bédouins après que l'armée israélienne eut démoli leurs maisons dans les territoires occupés près de Jérusalem. Le logement d'urgence les a aidés à demeurer sur les terres convoitées par Israël et ses colons.

Les autorités européennes, outrées par la comparaison avec Lecter, ont rappelé à Tel Aviv que s'il daignait respecter le droit international, Israël aurait assumé ses responsabilités pour assister ces familles.

Si l'Europe pourrait se voir comme faisant partie de l'Occident des Lumières, se servant de l'aide pour défendre les droits des Palestiniens, en fait la réalité est moins encourageante.

Shir Hever, un économiste israélien qui travaille depuis des années à assembler les pièces du [puzzle économique de l'occupation](#), vient de publier un rapport plutôt choquant à lire. Comme d'autres, il croit que l'aide internationale a permis à Israël d'éviter d'acquitter la facture de son occupation. Mais il va plus loin. Sa conclusion – qui pourrait surprendre les colons israéliens – c'est que 78 % au moins de l'aide humanitaire destinée au Palestiniens se retrouvent dans les caisses d'Israël.

Les sommes en jeu sont considérables. Les Palestiniens sous occupation sont parmi les plus dépendants de l'aide dans le monde, puisqu'ils reçoivent chaque année plus de 2 milliards de dollars de la communauté internationale. Selon Hever, les donateurs pourraient subventionner directement jusqu'à un tiers du coût de l'occupation.

D'autres formes de l'exploitation par Israël ont été identifiées dans de précédentes études. En 2013 la Banque Mondiale estimait au bas mot que les Palestiniens perdent au moins 3,4 millions de dollars par an en ressources pillées par Israël.

En outre le refus d'Israël de conclure la paix avec les Palestiniens – et par conséquent avec le reste de la région – lui sert de prétexte pour justifier les 3 milliards de dollars d'aide militaire étatsunienne.

C'est aussi sur les Palestiniens qu'Israël teste ses armes et ses systèmes de surveillance – pour exporter ensuite son expertise. Les industries militaro-cybernétiques d'Israël génèrent des milliards de dollars de bénéfices par an. Une étude publiée la semaine dernière estime qu'Israël est le huitième pays le plus puissant dans le monde.

Mais si ces flux de revenus sont une aubaine identifiable mais préoccupante de l'occupation israélienne, l'aide occidentale aux Palestiniens est clairement destinée aux victimes et non aux vainqueurs.

Comment Israël peut-il prélever autant ? Le problème, dit Hever, c'est le rôle de médiateur que s'autoprescrit Israël. Pour atteindre les Palestiniens, les donateurs n'ont d'autre choix que de passer par Israël, ce qui lui fournit de riches opportunités pour ce qu'il nomme « détournement » et « réaffectation » de l'aide.

Premier résultat : les Palestiniens constituent un marché captif. Ils ont accès à peu de marchandises autres qu'israéliennes.

Qui en profite ? Une organisation israélienne, observatoire des bénéfices économiques de l'occupation pour Israël, a estimé que la firme de produits laitiers Tnuva jouit d'un monopole d'une valeur de 60 millions \$ par an.

En fait le détournement de l'aide se fait parce qu'Israël contrôle toute la circulation des personnes et des biens. Les restrictions israéliennes lui permettent de faire payer le transport et le stockage ainsi que des redevances « de sécurité ».

D'autres études ont identifié des profits supplémentaires à partir de la « destruction de l'aide ». Chaque fois qu'Israël anéantit des projets financés par l'aide étrangère, les Palestiniens sont perdants – mais souvent Israël y gagne.

Le cimentier Neshet, par exemple, contrôlerait 85 % de toutes les constructions par les Israéliens et les Palestiniens, y compris les fournitures pour la reconstruction à Gaza après les dévastations successives causées par Israël. Outre les employés des industries de la sécurité, d'importants segments de la société israélienne se remplissent les poches grâce à l'occupation.

Paradoxalement, cette étiquette de « peuple le plus dépendant de l'aide dans le monde », qu'on accole généralement aux Palestiniens, on ferait peut-être mieux de l'apposer aux Israéliens.

Que peut-on faire ? L'expert en droit international Richard Falk note qu'Israël exploite un vide dans la supervision de l'aide : les donateurs ne mettent pas de conditions pour s'assurer que leur argent parvient bien aux bénéficiaires visés.

Ce qu'a fait la communauté internationale au long de ces 20 dernières années du processus

d'Oslo - consciemment ou non - c'est offrir à Israël des incitations financières pour stabiliser et ancrer sa domination sur les Palestiniens. Israël peut le faire pratiquement sans rien déboursier .

Si l'Europe et Washington ont essayé de battre Israël avec un petit bâton diplomatique pour qu'il relâche son emprise sur les territoires occupés, simultanément ils lui présentaient de juteuses carottes financières pour l'encourager à renforcer son emprise.

Il existe une petite lueur d'espoir. La politique d'aide européenne n'a pas à être un auto-sabotage. L'étude Hever indique qu'Israël a fini par devenir aussi tributaire de l'aide que les Palestiniens eux-mêmes.

La semaine passée l'UE notait qu'il appartient à Tel Aviv, et non à Bruxelles de s'occuper des Bédouins qu'il a laissés sans abri. L'Europe pourrait prendre au sérieux sa propre décision et commencer à réattribuer à Israël les coûts réels de son occupation.

Les choses pourraient aller assez vite, quoi que décide l'Occident, si l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas - et c'est ce que même Israël prévoit pour bientôt - devait s'effondrer.

Jonathan Cook

Article original en anglais :



[Jewish Settlers Social Media Campaign against EU Aid to Palestinian Bedouins](#)

Traduction : Marie Meert pour [Info-Palestine.eu](#)



Jonathan Cook a obtenu le Prix Spécial de journalisme Martha Gellhorn. Il est le seul correspondant étranger en poste permanent en Israël (Nazareth depuis 2001). Ses derniers livres sont : « Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the to Remake the Middle East » (Pluto Press) et « Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair » (Zed Books). Voici l'adresse de son site : <http://www.jonathan-cook.net>

La source originale de cet article est thenational.ae/

Copyright © [Jonathan Cook](#), thenational.ae/, 2016

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca